

17 -05- 2001

29 -06- 2001

NR
N°

57.678

/u/m

*

**COMMISSION PARITAIRE POUR DES ENTREPRISES DE GARAGE
FORMATION****Convention collective de travail du 3 mai 2001****CHAPITRE I. – CHAMP D'APPLICATION****Article 1. – Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire des entreprises de garage.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. – GROUPES A RISQUE**Article 2. – Cotisation pour les groupes à risque**

En application de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi avec application de l'article 7 §2 de la Loi du 26 juillet 1996, la perception de 0,15%, prévue dans l'accord national 1999-2000 (article 6. §1) et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du travail d'exempter en 2001 et 2002 le secteur des versements de 0,10% destinés au Fonds pour l'emploi.

Article 3. – Définition des groupes à risque

Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risque, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi peu qualifiés, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les immigrés, les demandeurs d'emploi en statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentés à la Commission paritaire avant de procéder au licenciement d'un ouvrier de 45 ans ou plus, afin d'examiner les possibilités alternatives en matière de formation ou de réadaptation professionnelle (en vertu des dispositions dans le cadre de la cellule sectorielle pour l'emploi).

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds social en vue d'examiner des mesures d'accompagnement.

Conformément à l'accord national 2001-2002 du 3 mai 2001, une cellule sectorielle pour l'Emploi va être créée, dans le cadre du fonctionnement actuel d'Educam. Cette cellule est tout d'abord destinée à mieux répondre à l'offre et la demande dans le secteur (notamment par la banque de données Emplois). Ensuite, elle sera responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs menacés de licenciement ou licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors de la recherche d'un nouvel emploi - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

Au sein d'Educam, un groupe de travail paritaire développera cette cellule pour l'emploi pendant la durée de l'accord.

Article 4. – Missions d'Educam

Les parties signataires s'engagent à chercher un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement, dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle. A cette fin, les négociations en cours - visant à mettre en place un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle - seront finalisées dans la mesure du possible pendant la durée de la présente convention.

On entend notamment finaliser un accord de coopération avec l'enseignement à temps partiel et les instances compétentes concernant la formation des classes moyennes et ce, dans les deux parties du pays. Pour le financement de ces projets, référence est faite à l'article 9.

CHAPITRE III. – DROIT A LA FORMATION PERMANENTE

Article 5. – Cotisation pour la formation permanente

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus par la perception de 0,25% sur les salaires bruts, prévue dans l'accord national 1999-2000 (article 6.§ 5) et conclue pour une durée indéterminée.

Article 6. – Missions d'Educam

§ 1 La mission de base d'Educam consiste à

appuyer une politique de formation sectorielle, en particulier:

- . examen des besoins de qualification et de formation;
- . développement de projets de formation en fonction de l'afflux et de la formation permanente;
- . surveillance de la qualité et certification des efforts de formation destinés au secteur;
- . autres initiatives de formation à déterminer par le secteur.

déployer des initiatives en vue de promouvoir la sécurité d'emploi des travailleurs, comme prévu spécifiquement à l'article 2 de la convention collective de travail « Sécurité d'emploi » du 26 juillet 1999.

§ 2. Les parties signataires s'engagent à élargir le terrain d'action d'Educam par les initiatives suivantes:

mener une politique de promotion dans le cadre des produits et des services Educam, en premier lieu à l'égard des entreprises relevant du champ d'application de la Commission paritaire des entreprises de garage et à l'égard d'autres acteurs de la formation (Enseignement, Formations des classes moyennes, FOREM, VDAB, IBFFP...). Cette politique de promotion doit contribuer à améliorer la renommée d'Educam et son rôle dans la réalisation d'une politique de formation paritaire, ainsi que l'image du secteur en général;

Une meilleure harmonisation et coopération entre Educam et le secteur des employés via Cefora, afin d'appuyer de façon optimale les initiatives de formation développées au niveau des entreprises pour les ouvriers et les employés;

Educam pourra soutenir les employeurs et les délégués syndicaux lors de l'élaboration d'un plan de formation et pour arriver à une meilleure gestion des compétences.

Afin de permettre à Educam de respecter les obligations et missions découlant de la CCT, les moyens voulus seront mis en oeuvre. En outre, Educam aura, à titre expérimental, la possibilité de développer des activités commerciales limitées et d'offrir aux entreprises un large éventail de formations. Ces initiatives doivent être autosuffisantes et ne peuvent alourdir les charges générales pour ne pas mettre en péril les missions de base d'Educam.

Pour la durée du présent accord, les possibilités de diminuer le crédit-formation sont élargies en prévoyant, outre les formations agréées, des formations enregistrées (par exemple: des formations de fabricants et importateurs, tant en Belgique qu'à l'étranger).

Article 7. – Crédit-formation

A partir du 1^{er} janvier 2001, un crédit-formation à raison de 4 heures par trimestre et par ouvrier est constitué sur le plan collectif et par entreprise. La formation permanente des ouvriers sera assurée au moyen de ce crédit-formation. On entend par « formation permanente » : la formation qui améliore le savoir-faire de l'ouvrier, renforce sa position sur le marché de l'emploi et répond aux besoins des entreprises et du secteur.

Le crédit-formation est calculé sur base du nombre moyen d'ouvriers pendant le premier trimestre de l'année calendrier précédente.

Exemple: une entreprise qui occupait 10 ouvriers pendant le premier trimestre de 2000, dispose d'un crédit-formation de 160 heures en 2001.

On diminue le crédit-formation à raison du nombre d'heures de formation suivies par le/les ouvriers. Seules les heures de formation organisées ou certifiées par Educam

sont prises en compte. A la fin de l'année calendrier, le solde du crédit-formation peut être transféré à l'année suivante. Educam gère le crédit-formation.

Chaque année, au cours du troisième trimestre, Educam communique aux entreprises qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire leur crédit-formation.

La diminution du crédit-formation est liée à un plan de formation de l'entreprise repris à l'article 8 et doit être répartie au maximum sur toutes les catégories d'ouvriers de l'entreprise en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut, en concertation avec les ouvriers.

A l'avenir, l'aide financière accordée dans le cadre de formations agréées pourra être liée au respect des obligations conventionnelles. Afin de stimuler positivement le respect des obligations conventionnelles et de financer les activités supplémentaires d'Educam suite à l'extension des possibilités de réduction du compteur de crédit-formation (formations agréées et enregistrées), il sera procédé à un examen des moyens disponibles et nécessaires et à l'éventuelle utilisation des réserves comme prévu à l'article 9.

Article 8. – Plans de formation

Chaque entreprise de 15 travailleurs ou plus élaborera chaque année un plan de formation. Ce plan de formation d'entreprise sera soumis à l'approbation du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale ou du personnel.

Les entreprises de moins de 15 travailleurs peuvent, dans le cadre de la convention collective de travail « Fonction représentative » du 26 juillet 1999 réaliser leur plan de formation d'entreprise.

Le plan de formation d'entreprise sera transmis à Educam avant le 25 décembre de chaque année.

Ce plan tiendra compte des besoins de formation et des réponses que l'entreprise souhaite y apporter. En fonction d'une certification ou d'un enregistrement sectoriels, d'une utilisation optimale du crédit-formation et de la loi sur le congé-éducation payé, l'exécution de ce plan se fera en collaboration avec Educam (mais pas exclusivement).

Le suivi de l'exécution de ce plan se fera en commun et une évaluation aura lieu chaque année. L'évaluation annuelle sera faite au conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation avec la délégation syndicale ou par la Commission paritaire.

Outre l'enregistrement et l'agrération de formations, Educam doit également élaborer un système et une procédure de certification pour les travailleurs. Lorsque le plan de formation prévoit des formations agréées, suivies d'un test de compétence dans le cadre de la certification, la délégation syndicale (pour autant qu'il y en ait une) sera préalablement informée et consultée. En cas de résultats négatifs, un droit fondamental de remédiation est prévu par lequel l'employeur s'engage à proposer au participant ayant échoué au test un droit unique à une formation de remédiation.



Afin de permettre aux entreprises de remettre leur crédit-formation du passé à zéro, il est possible - mais une seule fois et jusqu'au 25 décembre 2001 -, d'introduire un plan de formation d'entreprise. Le nouveau crédit-formation sera à nouveau remis à zéro le 1^{er} janvier 2002.

Article 9. – Modalités d'application

Pour l'affectation des sommes fixées aux articles 2 et 5 en fonction de l'exécution des missions énumérées aux articles 6 à 8, le Fonds social déterminera les autres modalités d'exécution. Des moyens supplémentaires seront notamment libérés par le Fonds social pour les missions reprises aux articles 6 à 8 et à l'article 3. Les réserves disponibles destinées à Educam lui seront transférées avant l'expiration du présent accord. Un groupe de travail paritaire au sein du Fonds social élaborera les modalités de ce transfert. Dans ce cadre, la structure et le contrôle paritaire nécessaires (représentants des travailleurs et des employeurs du Fonds social) seront également élaborés, afin d'assurer la gestion et l'affectation des réserves au sein d'Educam.

CHAPITRE III. – VALIDITE

Article 10. – Durée

La présente convention collective de travail est valable du 1^{er} janvier 2001 au 30 juin 2003 inclus, excepté les articles 2 et 5 qui sont valables pour une durée indéterminés et qui peuvent être dénoncés moyennant un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire des entreprises de garage ainsi qu'à toutes les parties signataires.

LEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
17-05-2001 | 29-06-2001

NR.
N°

57.678

10/11

PARITAIR COMITÉ VOOR HET GARAGEBEDRIJF

VORMING EN OPLEIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 2001

Hoofdstuk I. - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

Hoofdstuk II. - RISICOGROEPEN

Artikel 2. - Bijdragen voor risicogroepen

In uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7 §2 van de wet van 26 juli 1996, wordt de inning van 0,15%, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6. §1) en afgesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% in 2001 en 2002 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

Artikel 3. - Definitie van risicogroepen

Rekening houdende met de bepalingen van hoger genoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde arbeiders, arbeiders die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologie en werklieden van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een arbeider van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met één van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité, teneinde alternatieve mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing te onderzoeken (conform de afspraken omtrent de sectorale tewerkstellingscel).

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Sociaal fonds, teneinde begeleidingsmaatregelen te onderzoeken.

Conform het nationaal akkoord 2001-2002 van 3 mei 2001 zal binnen de bestaande Educam-werking een sectorale tewerkstellingscel worden ingevoerd. Deze cel dient zich in eerste instantie te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank). In tweede instantie dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van met ontslag bedreigde en van ontslagen arbeiders – met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatietraject – het behoud van tewerkstelling binnen de sector mogelijk te maken.

Een paritaire werkgroep in de schoot van Educam zal dit binnen de duurtijd van het akkoord verder uitwerken.

Artikel 4. - Opdrachten aan Educam

De ondertekenende partijen engageren zich om in het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen te zoeken naar een paritair beheerd en kwalitatief altemnerend opleidingssysteem. Daartoe zullen de reeds opgestarte onderhandelingen - om in het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen te zoeken naar een paritair beheerd en kwalitatief altemnerend opleidingssysteem - in de mate van het mogelijke binnen de duurtijd van dit akkoord worden gefinaliseerd.

Beoogd wordt hierbij de finalisering van een samenwerkingsovereenkomst met het deeltijds onderwijs en met de bevoegde instanties inzake middenstandsléerlingwezen en dit in beide landsgedeelten. Voor de financiering van deze projecten wordt verwezen naar artikel 9.

Hoofdstuk III. – RECHT OP PERMANENTE VORMING

Artikel 5. - Bijdragen voor permanente vorming

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,25% van de brutolonen, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6. § 5) en afgesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 6. - Opdrachten aan Educam

§ 1. De basisopdracht van Educam omvat:

het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:

- onderzoek van kwalificatie- en opleidingsnóden;
- ontwikkeling van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming;



- kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector;
 - andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven;
- het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de werkzekerheid van arbeiders, meer specifiek zoals voorzien in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst Werkzekerheid van 26 juli 1999.

§ 2. De ondertekenende partijen engageren zich om het actieterrein van Educam uit te breiden met de volgende initiatieven:

het voeren van een promotiebeleid rond de Educam-producten en dienstverlening, in de eerste plaats ten aanzien van de bedrijven die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor het garagebedrijf, alsook ten aanzien van andere opleidingsactoren (Onderwijs, Middenstandsopleiding, VDAB, FOREM, IBFFP,...). Dit promotiebeleid moet bijdragen tot een betere bekendheid van Educam als dusdanig en haar rol in de realisatie van een paritair opleidingsbeleid, alsook tot het imago van de sector in het algemeen;

het nastreven van een betere afstemming en samenwerking tussen Educam en de bediendensector via Cevora teneinde de opleidingsinitiatieven op bedrijfsvlak voor arbeiders en bedienden optimaal te ondersteunen.

Educam kan de bedrijfsleiders en de vakbondsafgevaardigden bijstaan bij de uitwerking van het opleidingsplan en het competentiebeheer in de onderneming.

Teneinde Educam in staat te stellen de haar bij CAO opgelegde verplichtingen en opdrachten na te komen, worden de nodige middelen voorzien. Educam krijgt daarnaast – ten experimentelen titel – de mogelijkheid om beperkte commerciële activiteiten te ontwikkelen en bedrijven een globaal opleidingsaanbod te verstrekken. Deze initiatieven dienen zelfbedruipend te zijn en mogen de algemene lasten niet bezwaren teneinde de basisopdrachten van Educam niet in het gedrang te brengen

Voor de duurtijd van het akkoord zullen de afbouw mogelijkheden van het vormingskrediet worden vergroot door naast de erkende ook geregistreerde opleidingen (bijvoorbeeld: opleidingen van fabrikanten en importeurs in België en daarbuiten) te voorzien.

Artikel 7. - Vormingskrediet

Vanaf 1 januari 2001 wordt er per onderneming een collectief recht op vorming en opleiding opgebouwd à rato van vier uur per kwartaal per arbeider. Met dit vormingskrediet zal de permanente vorming van de arbeiders verzekerd worden. Onder permanente vorming wordt verstaan: de vorming die het vakmanschap van de arbeider bevordert, zijn

arbeidsmarktpositie versterkt en beantwoordt aan de noden van de ondernemingen en de sector.

Het vormingskrediet wordt berekend op basis van het gemiddeld aantal arbeiders tijdens het eerste kwartaal van het voorgaande kalenderjaar.

Bijvoorbeeld: een bedrijf dat tijdens het 1ste kwartaal 2000 10 arbeiders tewerkstelde, beschikt in 2001 over een vormingskrediet van 160 uren.

Het vormingskrediet wordt verminderd à rato van het aantal door de arbeider of arbeiders gevolgde opleidingsuren. Hiertoe komen enkel door Educam erkende of geregistreerde opleidingen in aanmerking. Het vormingskrediet is overdraagbaar naar het volgend kalenderjaar. Educam beheert het vormingskrediet.

Ieder jaar in de loop van het derde kwartaal, meldt Educam aan de bedrijven die ressorteren onder het Paritair comité hun vormingskrediet.

De afbouw van het vormingskrediet is gekoppeld aan het bedrijfsopleidingsplan waarvan sprake in artikel 8 en wordt in overleg met de vakbondsafvaardiging, bij ontstentenis in overleg met de arbeiders, maximaal gespreid over alle categorieën arbeiders van de onderneming.

De opleidingssteun voor erkende opleidingen kan eventueel in de toekomst worden gekoppeld aan het naleven van de CAO-verplichtingen. Teneinde het naleven van de CAO-verplichtingen positief te stimuleren en de gestegen activiteiten van Educam tengevolge van het vergroten van de afbouwmogelijkheden van het vormingskrediet (erkende en geregistreerde opleidingen) te financieren, zal er een onderzoek gebeuren naar de beschikbare en noodzakelijke middelen voor Educam en een eventueel gebruik van reserves zoals voorzien in artikel 9.

Artikel 8. - Bedrijfsopleidingsplannen

Elke onderneming van 15 werknemers en meer, stelt jaarlijks een bedrijfsopleidingsplan op. Dergelijk bedrijfsopleidingsplan wordt ter goedkeuring aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan de vakbondsafvaardiging of aan het personeel voorgelegd.

Ondernemingen van minder dan 15 werknemers kunnen in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst Representatieve functie van 26 juli 1999 hun bedrijfsopleidingsplan opmaken.

Het bedrijfsopleidingsplan wordt jaarlijks vóór 25 december aan Educam overgemaakt.

Dit plan houdt rekening met de opleidingsnoden en de gewenste antwoorden hierop van het bedrijf. In functie van een sectorale erkenning of registratie en een optimaal gebruik van het vormingskrediet en van de Wet op het Betaald

educatief verlof, verloopt de uitvoering van dit plan - hoewel niet exclusief - in samenwerking met Educam.

De uitvoering van dit plan wordt eveneens gezamenlijk opgevolgd en jaarlijks geëvalueerd. De jaarlijkse evaluatie gebeurt in de ondernemingsraad, bij ontstentenis in samenspraak met de vakbondsafvaardiging of door het Paritair Comité.

Naast het registreren en erkennen van opleidingen dient Educam ook een systeem en procedure van certificering van werknemers uit te werken. Indien het opleidingsplan in door Educam erkende opleidingen voorziet en indien ze gevolgd worden door een competentietest in het kader van certificering, zal de vakbondsafvaardiging (indien aanwezig) voorafgaand geïnformeerd en geconsulteerd worden. In geval van negatieve testresultaten wordt een principe-recht op remediëring voorzien, waarin de werkgever er zich toe verbindt om een niet-geslaagde cursist een éénmalig recht op een remediëring aan te bieden.

Teneinde de ondernemingen in de gelegenheid te stellen hun in het verleden opgebouwd vormingskrediet op nul te zetten, wordt éénmalig tot 25 december 2001, de mogelijkheid geboden een bedrijfsopleidingsplan in te dienen. Het nieuwe vormingskrediet begint dan vanaf 1 januari 2002 opnieuw vanaf 0.

Artikel 9. - Toepassingsmodaliteiten

Voor de aanwending van de sommen bepaald in artikel 2 en artikel 5 in functie van de uitvoering van de opdrachten opgesomd in artikel 6 tot en met 8 zal het Sociaal fonds de verdere uitvoeringsmodaliteiten bepalen. In het bijzonder zullen voor de opdrachten geformuleerd in 6 tot en met 8 en artikel 3 vanuit het Sociaal fonds, bijkomende middelen worden vrijgemaakt. De beschikbare reserves die Educam toekomen, zullen worden overgemaakt aan Educam voor het einde van de looptijd van onderhavig akkoord. Een paritaire werkgroep binnen het Sociaal fonds zal de modaliteiten hiertoe uitwerken. In dit kader zullen ook de nodige structuur en paritaire controle (van werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers uit het Sociaal fonds) moeten uitgewerkt worden om het beheer en de aanwending van de reserves binnen Educam te realiseren.

Hoofdstuk IV. – GELDIGHEID

Artikel 10. - Duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig vanaf 1 januari 2001 tot en met 30 juni 2003 met uitzondering van artikel 2 en 5 die geldig zijn voor onbepaalde duur en die kunnen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het garagebedrijf en aan de ondertekenende organisaties.